

Les Semaines Sociales de France : une histoire, une espérance... un appel à l'engagement !

On retrouve ci-dessous des extraits d'interventions à la session 2004 des Semaines Sociales de France, à l'occasion de leur centenaire¹.

« Nous pouvons dire que [les fondateurs des Semaines Sociales de France] ont préparé l'avenir et que leur initiative était opportune. Ils ont discerné des possibilités positives qui échappaient au regard du grand nombre. Ils avaient perçu que, puisque la politique leur était interdite [les Semaines Sociales sont créées en marge de la Loi de Séparation entre l'Eglise et l'Etat], le champ du social leur était largement ouvert et que les catholiques pouvaient y trouver un terrain de rechange.

Qui sont donc, en 1904, ces catholiques qui choisissent de s'intéresser, en tant que catholiques, aux questions sociales ? Ce qui les définit et fait d'eux dans la catholicité française une famille distincte, un courant particulier, tient, en premier lieu, à leur conviction forte et argumentée qu'être catholique n'est pas neutre. Cette appartenance rejoaillit sur leurs conceptions philosophiques, sociales, politiques et leur comportement en société. Ils aspirent à réaliser l'unité de la personne. En second lieu, ils considèrent que la foi a une dimension collective. Ils s'inscrivent en faux contre l'individualisme. Ils étaient convaincus de la spécificité d'une parole chrétienne et de faire défaut s'ils se taisaient.

[Leur] idée maîtresse est qu'aucune activité collective humaine, aucune activité sociale dans aucun domaine, n'échappe au regard de la conscience morale : ni les relations de travail dans l'entreprise, ni l'exercice du pouvoir, ni les relations entre les peuples. C'est le refus de toute doctrine qui récuse un jugement d'ordre moral. C'est donc la condamnation de ceux qui font de la raison d'Etat l'unique référence pour l'action des gouvernements ou du libéralisme absolu qui dissuade toute intervention qui pourrait régler les mécanismes. C'est le refus de l'impératif du marché, le refus de la fatalité, le refus de tout déterminisme. C'est un acte de foi dans la liberté de l'homme. L'histoire n'est pas écrite à l'avance : ce sont les hommes qui la font. C'est une invitation à l'exercice de la volonté et de la liberté qui entraîne toutes sortes de conséquences pratiques pour ceux qui adhèrent à ce corpus de convictions. C'est une invitation à une présence active dans la société.

[Contre ceux qui souhaitaient ramener la France aux principes de l'Ancien Régime], d'autres, et les fondateurs des Semaines Sociales de France se rangent dans ce camp, pensent qu'il est chimérique de vouloir revenir deux cents ans en arrière : l'évolution est irréversible. D'ailleurs, la modernité n'est pas irréductible ni intrinsèquement perverse. Ils entendent s'engager à la recherche d'une société à inventer. Ils admettaient le fait d'une société pluraliste à l'intérieur de laquelle il faudrait pratiquer une convivialité avec ceux qui n'avaient pas les mêmes convictions.

Restaurer le passé, cela n'aurait pas demandé beaucoup d'imagination. Pour inventer une nouvelle société, il faut mettre en jeu et conjuguer toutes les ressources de l'intelligence, de l'observation de la réalité à l'action militante et à la conception de structures nouvelles. Tel est sans doute l'essentiel du message que nous adressent aujourd'hui encore, à cent ans d'intervalle, les fondateurs des Semaines sociales : l'action et la pensée sont inséparables.

Les Semaines sociales, et avec elles tous les catholiques qui partageaient leurs convictions et leur vision du monde, ont participé à l'élaboration d'une pensée chrétienne sur la société.

¹ Pour faciliter la lecture, des coupes ont été opérées, en veillant à ne pas travestir le sens des textes. On les retrouve dans leur intégralité dans les Actes 2004 « L'Europe, une société à inventer » (éditions Bayard).

S'il y a une certitude, c'est bien que ni la France ni l'Europe ne seraient tout à fait ce qu'elles sont si, depuis cent ans, les chrétiens n'avaient pas réfléchi, publié, agi, dans une action dont nous récapitulons aujourd'hui sans triomphalisme les effets. Tel est l'héritage. Il nous crée des devoirs. »

Intervention de René Rémond, Historien, Membre de l'Académie française et Président de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, à l'occasion du centenaire des SSF

« Il y a tout juste cent ans, dans un contexte politique agité et marqué par de nombreuses mutations, naissaient les Semaines Sociales de France, pour offrir aux chrétiens, et plus largement aux hommes de bonne volonté, l'occasion de réfléchir sur les questions de société, en honorant les valeurs humaines et spirituelles fondamentales.

Je rends grâce à Dieu pour la contribution que les chrétiens apportent à la réflexion sur les problèmes complexes de la réalité, politique et sociale, pour favoriser le renouveau de notre société. En s'inspirant de l'enseignement social de l'Eglise, ils participent à la formation de la conscience des citoyens, qui, chacun à sa mesure, sont appelés à prendre part à la vie civique.

L'Evangile et l'enseignement social de l'Eglise proposent aujourd'hui pour le continent une orientation nouvelle. S'ils ne disent pas comment faire concrètement, car cela relève de la liberté et de la responsabilité des peuples et des autorités qui les gouvernent, ils indiquent cependant les fondements indispensables à la construction sociale, pour que soient toujours respectés les personnes et les peuples, et que soient promus la liberté et la dignité de tout être.

La présence des chrétiens dans la vie sociale constitue un véritable témoignage. Par leur façon d'appréhender et d'analyser les différents phénomènes sociaux et de proposer des solutions, ils mettent en avant le sens de l'homme et l'espérance qui leur viennent du Christ ; ils rappellent la place des valeurs chrétiennes, morales et spirituelles, qui sont à l'origine de leur existence et de leur action.

L'engagement des chrétiens en politique est important. Je les invite à ne pas se soustraire à leur mission en ce domaine. Cela relève de la vocation des fidèles chrétiens que de servir leur frère de manière désintéressée pour « une civilisation toujours plus digne de l'homme », notamment en vue d'une coopération internationale toujours plus étroite, où le partenariat et la solidarité l'emportent sur les recherches de bénéfices et de plus-values. »

Message du Pape Jean-Paul II aux SSF

« Les Semaines Sociales de France sont une institution, au sens le plus noble et le plus élevé de ce terme, un peu au sens où l'entendait François Mauriac lorsqu'il définissait le terme « instituteur » comme celui qui « institue l'humanité dans l'homme ». Car la mission essentielle de ces rencontres, aujourd'hui centenaires, a toujours été de répondre à une question fondamentale : celle du sens de votre engagement, celle de la responsabilité de l'Homme dans la Cité, à la lumière de la foi qui est la vôtre. Une question profondément humaniste.

En mettant toujours la personne humaine au cœur de vos réflexions, vous savez donner un supplément d'âme aux débats qui traversent notre société. Vous savez bien que nul ne peut ignorer le monde ou s'en dire innocent.

Dans cette mission exigeante, dictée par le devoir de fraternité inscrit dans les textes fondateurs de notre civilisation et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, je suis heureux de pouvoir compter sur votre rôle de sentinelle et de passeurs d'idée. »

Message de Jacques Chirac, Président de la République française, aux SSF